

## Dépêche AEF : "L'éducation prioritaire est la grande absente des politiques éducatives de cette rentrée" (échos d'un colloque FSU)

7-9 minutes

Réduire les effectifs dans toutes les classes, élaborer une nouvelle carte des REP et REP+ intégrant les lycées ou mieux reconnaître le travail des enseignants... Voici quelques-unes des revendications émises par la FSU lors d'un colloque sur l'éducation prioritaire le 2 octobre 2019. Selon une enquête de la fédération, seuls 38 % des personnels en EP sont "satisfaits" de leurs conditions de travail. Bernadette Groison, secrétaire générale, a enfin critiqué les pistes qui seraient envisagées par Ariane Azéma et Pierre Mathiot pour réformer le dispositif, craignant une "dissolution" de l'EP.



La FSU consacrait une matinée à la question de l'éducation prioritaire, le 2 octobre 2019. AEF

"L'éducation prioritaire est la grande absente des politiques éducatives de cette rentrée. Voilà pourquoi nous organisons ce colloque", lance Valérie Ponvert, secrétaire nationale de la FSU, en ouverture d'une matinée organisée par la fédération sur l'éducation prioritaire, le 2 octobre 2019. L'occasion de présenter les principales revendications de la FSU en la matière. Une enquête menée auprès de 1 662 personnels a également été présentée.

Pour Valérie Ponvert, conforter l'éducation prioritaire est "indispensable". "Les conditions de travail et d'études y sont difficiles, le niveau scolaire atteint n'est pas aussi élevé qu'ailleurs,

tout cela est vrai. Mais il n'empêche, l'éducation prioritaire a permis de contenir les écarts scolaires qui, sans elle, se seraient considérablement accrus", assure-t-elle.

"La fin de la labellisation aurait des conséquences très néfastes"

Or, "les voies de transformation proposées par le ministre de l'Éducation nationale sont loin d'être rassurantes", juge Bernadette Groison. La secrétaire générale de la FSU fait référence à la réflexion engagée par le ministre de l'Éducation nationale sur la "territorialisation des politiques éducatives" qui englobe l'éducation prioritaire.

Le rapport sur le sujet, commandé à Pierre Mathiot, professeur des universités, et à Ariane Azéma, [IGAENR](#), est toujours attendu : d'abord annoncée pour juin, la remise du rapport a été remise à septembre, mais aucune communication n'a encore été faite.

Toutefois, les deux auteurs proposeraient notamment de sanctuariser la carte des REP+ et de déléguer aux académies la gestion des REP et d'autres établissements, notamment en rural éloigné ([lire sur AEF info](#)).

"La fin de la labellisation, dans un contexte de restriction politique budgétaire, aurait des conséquences très néfastes, commente Bernadette Groison. À défaut d'être sanctuarisés par labellisation, les moyens seront répartis selon des critères très inégaux et se dissoudront progressivement." La secrétaire générale de la FSU craint en outre que la territorialisation des politiques éducatives "s'asservisse aux enjeux politiques locaux, au mépris de critères transparents d'attribution". "Si une priorité nationale n'est pas maintenue, le risque est que l'éducation prioritaire s'estompe", abonde Jean-Yves Rochex, chercheur en sciences de l'éducation à Paris-VIII, qui est intervenu dans le cadre du colloque. En revanche, la volonté de maintenir la carte de l'éducation prioritaire renforcée va, selon lui, "dans le bon sens".

Bernadette Groison réagit enfin à la création de "cités éducatives" ([lire sur AEF info](#)), estimant qu'elles risquent "de mettre à mal le cadre national des politiques éducatives et l'équité territoriale, sans accorder aux apprentissages scolaires la place centrale nécessaire pour démocratiser la réussite des élèves".

Les conclusions de l'enquête de la FSU

La FSU a mené une enquête en ligne de février à mars 2019. 1 662 personnes ont répondu, principalement des professeurs des écoles ou en collège et lycée, dont 36 % de non-syndiqués. Sont représentés 25 % des collèges et 16 % des écoles maternelles et primaires d'éducation prioritaire. Voici les principales conclusions du travail.

**Des conditions de travail majoritairement "insatisfaisantes".**

38 % des répondants se disent "satisfaits" de leurs conditions de travail. Les personnels les moins satisfaits sont ceux de la vie scolaire. En REP+, les conditions de travail semblent plus tolérables car les personnels "satisfaits" sont 48 %. Valérie Sipahimalani, du Snes-FSU et qui présentait l'enquête, estime que cela est dû au temps supplémentaire alloué pour travailler en équipe. Globalement, les conditions de travail se seraient légèrement améliorées : lors d'une enquête menée par la FSU en 2013, seuls 30 % des personnels se disaient "satisfaits" de leurs conditions de travail.

**Un lien avec la hiérarchie difficile.** 44,5 % des répondants estiment qu'ils font l'objet "de pressions ou d'injonction" de la part de leur hiérarchie.

**Un manque de temps pour le travail en équipe.** 86,8 % des personnels travaillant en éducation prioritaire estiment manquer de temps pour travailler en équipe. Ce taux descend à 67,9 % en REP+.

**Le travail inter-degré s'est généralisé.** 72 % des répondants déclarent qu'il existe un travail inter-degré dans leur établissement, soit une hausse de 30 points par rapport à l'enquête de 2013.

**Une formation continue à améliorer.** 9 % des répondants déclarent que la formation continue est "insuffisante" ou "pas assez étoffée".

Nouvelle carte, baisse des effectifs dans les classes... les revendications de la FSU

Voici les revendications émises par la FSU dans son dossier de presse :

**La réduction des effectifs des classes.** C'est la "priorité absolue" de la fédération. "La réduction des effectifs par classe et non pas dans certaines classes", précise Bernadette Groison. La FSU estime en effet que le dédoublement des CP-CE1, "n'étant pas financé, est mis en œuvre au détriment d'autres dispositifs et des effectifs des autres classes".

**Une nouvelle carte de l'éducation prioritaire.** Bernadette Groison demande l'établissement d'une carte de l'éducation prioritaire "qui réponde à des critères transparents établis au plan national". La fédération réclame notamment une carte qui intègre les lycées et des écoles dites "orphelines".

**"Une meilleure reconnaissance du travail des enseignants."**

"La revalorisation de l'indemnisation de personnels s'est concentrée sur les REP+. Ailleurs, la revalorisation promise pendant la campagne présidentielle est lettre morte", indique

Bernadette Groison.

**Un meilleur accompagnement des personnels.** Bernadette Groison demande notamment "du temps pour mener le travail en équipe - pédagogique et pluri-professionnelle, mais aussi le développement et l'amélioration de la formation initiale et continue et une rupture avec un management autoritaire et injonctif".

**"Des moyens et des personnels supplémentaires** pour réussir l'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers."

**"Des moyens pour la formation initiale et continue,** spécifique, méthodologique, pour être en mesure de faire face aux difficultés propres à l'EP ; disciplinaire, permettant de garder des objectifs ambitieux pour tous."

**"Un appui des collectivités territoriales** pour faciliter les accès des enfants et des jeunes à la culture."